

# NON À LA GRANDE BRADERIE DE L'ÉDUCATION NATIONALE !

**Jean-Michel Blanquer démantèle le service public  
d'éducation et multiplie les cadeaux au privé.**

**Mobilisons-nous pour la défense de l'école publique !**

Depuis la forte mobilisation des personnels de l'éducation le 19 mars, les AG (d'écoles ou de bahuts, de secteur ou départementales) se multiplient dans le Rhône comme ailleurs. Elles appellent à durcir le mouvement et la reconduction de la grève a été souvent votée. La variété des formes de mobilisation (occupation, manifs du samedi 30...) en parallèle à la grève se pose aussi pour gagner les collègues et les usager-es du service public d'éducation.

SUD éducation 69 n'est pas dupe des prétendues ouvertures du ministre Blanquer. SUD éducation 69 soutient ces appels et appelle à poursuivre et étendre la mobilisation pour construire un mouvement de grève long, seul à même d'inverser le rapport de force.

- **MANIFESTONS LE SAMEDI 30 MARS**  
**10H30 - TRIBUNAL (24 COLONNES) - S<sup>T</sup> JEAN.**
- **TOUTES ET TOUS EN GRÈVE LE 4 AVRIL**
- **4 AVRIL (17H) RASSEMBLEMENT FESTIF À VILLEURBANNE**  
**PL. LAZARE GOUJON - À L'INITIATIVE DE L'AG DE LA VILLE**
- ...
- **TOUTES ET TOUS EN GRÈVE LE 9 MAI**  
**POUR LA DÉFENSE DES SERVICES PUBLICS**

# DERRIÈRE LA COM' OFFICIELLE, LA RÉALITÉ DE LA POLITIQUE ET DES MESURES GOUVERNEMENTALES, C'EST :

## Des cadeaux multipliés au privé :

- Des financements toujours plus importants : 7,6 milliards d'euros dans le budget 2018, 100 à 150 millions d'euros pour la scolarisation des enfants dans le premier degré.
- Des postes aux concours en hausse (+ 36% au capes interne, + 51% chez les PLP...)
- Un marché de l'éducation en plein essor, qui prospère sur les décombres de l'école publique : BTS et formations payants hors Parcoursup, aides payantes à l'école (Academia, bonnote.fr...), à l'orientation (tonavenir.net)...
- Sous couvert d'expérimentations et d'écoles internationales d'excellence, l'ouverture de l'école publique à des financements et des acteurs privés.

## De la maternelle au lycée : une école publique caporalisée et mise au pas, pour des raisons budgétaires

- Des suppressions de poste massives, à tous les niveaux, alors que le nombre d'élèves augmente ;
- Des postes au concours en baisse (- 20% en moyenne)
- Des effectifs par classe en hausse ;
- Recours massif à des personnels précaires, non formés : contractuel·les, assistant·es d'éducation, étudiant·es en formation...
- Un service public d'orientation démantelé, avec la suppression de nombreux·ses conseiller·es d'orientation et des CIO ;
- Une multiplication des évaluations, des élèves comme des personnels, au détriment du cadre de travail et d'apprentissage.

## La mise en concurrence des établissements :

- Des mesures populistes, avec des budgets toujours plus serrés : CP et CE1 à effectif réduit... et les autres niveaux... bondés !
- Un management autoritaire, qui accroît la pression sur les personnels, les prive de leur liberté pédagogique et de leur liberté d'expression...
- Avec la réforme des lycées, une offre éducative toujours plus sélective et inégalitaire : options et spécialités absentes de nombreux lycées, élèves obligés de construire leur « parcours scolaire » dès la seconde, inégalités entre établissements avec l'introduction du contrôle continu (40% du « bac »), orientation à l'aveugle avec des attendus du supérieur opaques...

## Un déni de démocratie

- La loi sur l'école de la confiance a été présentée à l'Assemblée contre l'avis du conseil supérieur de l'éducation (seulement 3 votes pour... issus du privé !), de la plupart des organisations syndicales et des associations disciplinaires qui réclamaient, *a minima*, un moratoire et un vrai dialogue !
- Elle a été présentée à l'assemblée en procédure accélérée pendant les congés de février, interdisant tout vrai débat public !

éducation  
**Sud**

Solidaires